

# LA LETTRE ECO

**N°170**

**11 mars 2016**

## **SOMMAIRE DE LA LETTRE N°170**

### **Le Coin des Épargnants**

- Le tableau économique et financier de la semaine
- A quel Saint se vouer ?
- Pétrole, le retour de la raison ?

### **Si vous étiez absent cette semaine...**

- La BCE ou « la force du vertige »
- Production industrielle, léger mieux pour la France
- Emplois en France, des créations bien insuffisantes en 2015
- La Chine en plein brouillard

### **Le Coin de la Conjoncture**

- Le Brexit, un débat de plus en plus anxiogène
- Pourquoi le Brésil ne tourne plus rond ?
- Pourquoi la France n'en finit pas de déprimer économiquement ?

### **Le Coin des Tendances**

- La face cachée de Wikipédia

### **Le Coin du graphique**

- Il n'y a pas que les Etats qui sont endettés

### **La semaine économique et financière**

## LE COIN DES EPARGNANTS

### Le tableau financier de la semaine

	Résultats 11 mars 2016	Evolution Sur la semaine	Résultats 31 décembre 2015
<b>CAC 40</b>	4 492,69	+0,81 %	4 637
<b>Dow Jones</b>	17 210,57	+1,21 %	17 423
<b>Nasdaq</b>	4 748,47	+0,67 %	5107
<b>Daxx Allemand</b>	9 831,13	+0,07 %	10 743
<b>Footsie</b>	6 139,79	-0,96 %	6 242
<b>Euro Stoxx 50</b>	30171,12	+1,11 %	3 100
<b>Nikkei</b>	16 938,87	-0,45 %	19 033
<b>Taux de l'OAT France à 10 ans</b>	0,533 %	-0,049	0,993 %
<b>Taux du Bund allemand à 10 ans</b>	0,272 %	+0,034	0,634 %
<b>Taux du Trésor US à 10 ans</b>	1,980 %	-0,081	2,269 %
<b>Cours de l'euro / dollars</b>	1,1176	+1,30 %	1,0854
<b>Cours de l'once d'or en dollars</b>	1264,75	-1 %	1061
<b>Cours du baril de pétrole Brent en dollars</b>	40,420	+3,93 %	37,570

### A quel saint se vouer ?

Les investisseurs à la recherche de certitudes ressemblent à des enfants gâtés à tendance boudeur. Jusqu'à ces derniers mois, Mario Draghi avait la capacité de transformer le plomb en or. Depuis la fin de l'année dernière, sa magie n'arrive plus à opérer. Ainsi, malgré ou à cause de l'importance de ces annonces du jeudi 10 mars, les investisseurs ont hésité entre déceptions, craintes et espoirs. Les cours des

principales européennes ont ainsi eu tendance à sur-réagir à la baisse puis à se reprendre vendredi. De nombreux investisseurs auraient souhaité des mesures plus ambitieuses comme l'annonce d'une baisse des taux à court terme, notamment du taux de dépôt ou celle d'un taux de Refi négatif. Les opérateurs de marché ont en outre un œil sur les Etats-Unis et les décisions de la FED de la semaine prochaine d'autant plus que les derniers chiffres des inscriptions hebdomadaires au chômage sont meilleurs que prévu. Les demandes d'allocation ont, en effet, baissé de 19.000, pour tomber à 259.000, soit leur niveau le plus bas depuis octobre. Néanmoins, l'idée d'un statuquo pour ce mois-ci sur les taux fait son chemin.

### **Pétrole, le retour à la raison ?**

Après un mois de janvier catastrophique, le cours du pétrole retrouve des couleurs. Il a ainsi franchi la barre des 40 dollars vendredi 11 mars. Le baril de Brent a progressé de 31 % en un mois. L'Arabie Saoudite gagnerait-elle son pari de reprise en main du marché ?

La diminution de la production des Etats-Unis attendue depuis des mois semble prendre forme. Par ailleurs, la reprise de l'offre iranienne reste modeste. L'Agence Internationale de l'Energie prévoit désormais une baisse de 750 000 barils par jour (bpj) de la production des pays non-OPEP en 2016, soit 150 000 bpj de plus que dans ses précédentes estimations. La production américaine diminuerait de 530 000 bpj en 2016. La production de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole a baissé de 90 000 bpj en février en raison des problèmes rencontrés au Nigeria, en Irak et aux Emirats arabes unis.

Si les stocks de brut et de produits pétroliers devraient augmenter de 1,5 à 1,9 million bpj au premier semestre de cette année, cette hausse tomberait à 200.000 bpj au second semestre contre 300 000 dans les précédentes prévisions. Le marché devrait dans ces conditions revenir à l'équilibre en 2017.

## **SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE**

### **La BCE ou « la force du vertige »**

La Banque Centrale Européenne a décidé, le jeudi 10 mars, d'abaisser de 0,05 à 0 % son taux directeur. Cette mise à zéro du principal taux de la BCE était attendue mais n'en constitue pas moins la preuve que la situation demeure préoccupante. Les établissements bancaires pourront ainsi emprunter gratuitement auprès de l'institution monétaire. Le taux d'escompte, passe, pour sa part, de 0,30 % à 0,25 %. Le taux de dépôt, baisse encore de 10 points de base pour s'établir à -0,40 %. Cette diminution en a déçu certains, ils espéraient, en effet, une baisse de 20 points.

Mario Draghi a indiqué que cette période exceptionnelle de taux bas pourrait durer longtemps et se poursuivre au-delà du programme de rachat d'actifs prévu logiquement que jusqu'en mars 2017.

Ces décisions font suite à la révision à la baisse des prévisions d'inflation par La Banque Centrale Européenne. Elle a, en effet, ramené sa prévision en la matière, pour 2016, de 1 % à 0,1 %. Pour 2017, la BCE espère une inflation de 1,3 % contre 1,6 % auparavant. Pour 2018, elle a retenu un taux de 1,6 %. Le retour au taux cible de 2 % s'éloigne donc un peu plus. En ce qui concerne la croissance, la BCE a retenu un taux de 1,4 % en 2016, de 1,7 % en 2017 et de 1,8% en 2018.

Pour le programme de rachat d'obligations, la BCE a décidé de porter son enveloppe mensuelle de 60 à 80 milliards d'euros par mois. En outre, la banque centrale agira directement sur le marché du crédit aux entreprises, à compter du mois d'avril, en rendant éligibles les obligations émises par des sociétés de bonne qualité (catégorie « investissement ») à son programme. La BCE a porté la limite de rachat d'une même souche d'obligations de 33 % du nombre de titres émis à 50 %, mais seulement pour les titres émis par les organisations internationales et les banques de développement supra-gouvernementales. De nouveaux programmes de refinancement long terme (TLTRO) seront proposés aux banques, pour une durée de 4 ans au taux de refinancement, soit 0 %. Si le volume des prêts d'une banque est supérieure à un certain niveau, celle-ci pourra bénéficier de taux négatifs, jusqu'à -0,40 % afin de l'encourager à poursuivre sa politique de crédits.

La BCE a donc sortir l'armement lourd pour contrer la menace déflationniste. Ces annonces confortent l'idée que nous allons évoluer durablement dans un environnement de taux bas.

L'objectif de la BCE est clairement de faciliter le crédit en incitant les banques à prêter davantage à meilleur prix. Elle espère un accroissement de la masse monétaire en circulation et donc de l'inflation. Pour le moment, le bilan est mitigé car les agents non financiers profitent de ces taux avant tout pour renégocier leurs prêts et non pour accroître leur endettement.

### **Quand la déflation appelle la déflation**

Les taux devraient rester négatifs pour les titres monétaires ou pour les emprunts d'Etat. De ce fait, si demain vaut moins cher qu'aujourd'hui, il est plus rationnel de consommer de suite mais dans le même temps, si les prix sont amenés à baisser pourquoi se précipiter. La politique monétaire de la BCE vise à relancer l'inflation mais elle peut être déflationniste à travers les anticipations qu'elle génère. En déclarant que les faibles taux pourraient perdurer le temps nécessaire, la question de la sortie de cette politique monétaire non conventionnelle sera délicate à conduire.

### **Quelles conséquences pour les emprunteurs ?**

Les taux devraient rester durablement bas pour les emprunteurs, particuliers ou professionnels. Certains imaginent des taux en-dessous de 1 point hors assurance pour des prêts immobiliers... Aujourd'hui, le marché des prêts immobiliers est porté par les prêts de renégociation. Les particuliers profitent des faibles taux pour revoir leurs anciens prêts ; les banques, de leur côté, tendent à raccourcir les délais de remboursement pour réduire leurs engagements.

Au niveau des entreprises, un léger frémissement a été ressenti sur la demande de crédits. Ainsi, au mois de janvier, selon la Banque de France, les crédits mobilisés par les entreprises se sont élevés à 715,4 milliards d'euros, en augmentation de 3,0 % sur un an. Cette progression concerne toutes les catégories d'entreprises : +2,1 % pour les PME, +2,8 % pour les entreprises de taille intermédiaire et +7,5 % pour les grandes entreprises.

### **Quelles conséquences pour les épargnants ?**

Pour les épargnants qui ont investi en produits de taux, la baisse ne fait que conforter la tendance passée. La rémunération des livrets défiscalisés et fiscalisés restera faible au moins jusqu'au début de l'année 2017. Compte tenu des déclarations de Mario Draghi, ce cycle historique pourrait se poursuivre au-delà de 2017. Cette situation impacte évidemment les fonds euros de l'assurance-vie qui avec l'accumulation des années à faible taux, devront progressivement s'ajuster à la baisse. Le danger des taux négatifs est réel et devrait inciter les épargnants à se réorienter vers les unités de compte. Les supports actions seraient favorisés par la politique monétaire de la BCE. Néanmoins, l'aversion totale aux risques amène les investisseurs à rechercher des placements sûrs avec conséquence une baisse de leur rémunération ; elle conduit également à une forte volatilité.

Sur cette question de rémunération de l'épargne, la presse allemande est très sévère avec le nouveau plan Draghi.

### **Production industrielle, léger mieux pour la France**

Au mois de janvier, l'industrie manufacturière a connu une progression de +0,8 % faisant suite à stagnation au mois de décembre 2015. L'industrie dans son ensemble fait mieux avec une augmentation de 1,3 % qui fait plus que compenser la chute de 0,6 % de décembre.

La situation est plus contrastée sur trois mois. En effet l'industrie manufacturière enregistre une hausse de +0,5 % quand l'ensemble de l'industrie décroît de 0,3 %. Ce sont les secteurs des industries extractives, énergie, eau (-5,0 %) et des équipements électriques, électroniques, informatiques (-2,6 %) qui pèsent sur l'activité. Les industries agro-alimentaires connaissent, sur ces trois derniers mois, une contraction de 0,9 %. Le secteur des matériels de transport est en recul de 0,4 %.

Sur un an, la production manufacturière augmente de 2,6 %, la hausse étant de 1,9 % pour l'ensemble de l'industrie. La production augmente de 3,7 % pour les matériels de transport, de 2,3 % dans les équipements électriques, électroniques, informatiques et machines, de 1 % dans les industries agro-alimentaires. En revanche, la production diminue dans la cokéfaction et raffinage (-0,7 %) et recule nettement dans les industries extractives, énergie, eau (-2,8 %). Le recul de ce secteur d'activité est intimement lié à la baisse des prix et à la moindre demande de ces derniers mois.

## **Emplois en France, des créations bien insuffisantes**

En 2015, 82 300 emplois ont été créés dans les secteurs marchands en France. Les secteurs de l'industrie et de la construction ont encore, mais de manière moindre, subi des pertes d'emplois, respectivement, 37 700 (soit -1,2 %) et 35 500 (soit -2,7 %). L'emploi a été porté par le secteur tertiaire et notamment par l'intérim. Les effectifs intérimaires, comptabilisés dans le secteur tertiaire quel que soit celui dans lequel ils effectuent leur mission, ont fortement augmenté (+50 600 emplois soit une hausse de 9,4 %). Le secteur tertiaire marchand dans son ensemble a créé 155 400 emplois, soit une augmentation de 1,3 %. Du fait de l'augmentation de la population active, autour de 120 000, ces créations nettes d'emploi ont été insuffisantes pour empêcher l'augmentation du chômage.

## **La Chine en plein brouillard**

Les importations chinoises ont, au mois de février dernier, reculé de 13,8 % et les exportations de 25,4 %. Cette chute a été en partie occasionnée par le nouvel an chinois qui s'accompagne de plusieurs jours fériés. En devise chinoise, les exportations se sont contractées de 20,6% sur un an, à 822 milliards de yuans. De leur côté, les importations reculent pour le 16ème mois consécutif. Quoi qu'il en soit, la contraction de février est plus forte que prévu.

En dollars, l'excédent commercial chinois a globalement fondu en février de 46 % sur un an. Les exportations chinoises - exprimées en yuans - vers l'Union européenne (UE) ont baissé de 10,7 % et celles vers les États-Unis de presque 11 %. À l'inverse, les exportations européennes vers la Chine ont baissé de 7,7 % et celles américaines de 16 %. Au-delà de l'effet « nouvel an », cette contraction s'explique avant tout par le fléchissement de la demande extérieure et par l'augmentation des coûts salariaux qui met à mal la compétitivité. La baisse des importations est liée à la chute des cours. En effet, en volume, les achats chinois de pétrole brut, de cuivre ou de minerai de fer ont en réalité augmenté en février.

## **LE COIN DE LA CONJONCTURE**

### **Le Brexit, un débat de plus en plus anxieux**

La campagne électorale sur la sortie ou non du Royaume-Uni de l'Union européenne commence à peser sur l'activité économique. En 2015, le taux de croissance avait été de 2,2 % outre-manche, en léger retrait par rapport à 2014 où il s'était élevé à 2,6 %. Ce ralentissement risque de s'accélérer dans les prochains mois et d'ici le 23 juin, date du référendum. L'incertitude générée par l'éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne provoque un attentisme du côté des investisseurs et des dirigeants d'entreprise.

Le secteur le plus touché pour le moment est la construction. Les professionnels de ce secteur craignent une baisse des prix de l'immobilier du fait de la diminution des acheteurs potentiels. Le bâtiment contribue à 6,5 % au produit intérieur brut. 280 000

entreprises employant plus de trois millions de personnes, soit 10 % de la population active, seraient concernées. En cas de sortie de l'Union, le Royaume-Uni pourrait moins attirer les multinationales et les résidents étrangers. En outre, le Brexit devrait provoquer une chute de la Livre Sterling ce qui incite les investisseurs à reporter leurs acquisitions, soit pour profiter de la dépréciation, soit par crainte de voir fondre la valeur de leurs actifs.

Le Royaume-Uni qui est une plateforme importante pour de nombreuses multinationales notamment américaines pourrait ainsi enregistrer une baisse de l'investissement. Cette contraction pourrait en premier lieu concerner les entreprises exportatrices comme celles du secteur automobile (BMW, Toyota, Tata avec Range Rover...).

La crainte d'un trou noir inquiète de plus en plus le milieu des affaires. Il met en avant que la sortie nécessiterait un temps d'adaptation à la nouvelle donne. Il considère que deux ans seraient nécessaires pour régulariser la situation et rétablir un cadre commercial avec les Etats membres de l'Union européenne. Néanmoins, il n'y a pas d'unanimité au sein de la sphère économique. Le directeur de la Chambre de commerce britannique, John Longworth, s'est prononcé favorable à un Brexit. Il a déclaré que « le dynamisme et la résistance de la City et des entreprises britanniques me font penser que, sur le long terme, nous avons la capacité et l'aptitude de nous créer un futur économique brillant hors de l'UE ». Cette position a entraîné la colère du Premier Ministre, David Cameron qui a même demandé sa suspension.

Face à la montée des incertitudes, le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) Mark Carney a été contraint de monter au créneau et de souligner que l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne renforce le « dynamisme de l'économie britannique ». Il a insisté sur le fait qu'une éventuelle sortie représente la plus grosse menace intérieure à laquelle le pays a été confronté depuis de très nombreuses décennies. « Une économie plus dynamique est plus résistante aux chocs, peut croître plus rapidement sans générer de pressions inflationnistes ni créer de risques pour la stabilité financière et peut aussi être associée à une compétitivité plus efficace », a écrit M. Carney dans une lettre adressée à la Commission des finances du Parlement britannique. Dans cette lettre, M. Carney a également indiqué que « le reste de l'UE est plus important pour le commerce et l'investissement au Royaume-Uni que l'inverse ». Il a ajouté que « dans l'état actuel des choses, nous disposons des outils pour atteindre la stabilité financière », et l'accord conclu en février avec l'Union par le Premier ministre britannique David Cameron contient « un nombre de protections et d'outils supplémentaires pour aider à garantir la capacité de la Banque à continuer d'atteindre ses objectifs statutaires ».

Une sortie de l'Union entrainerait une période d'incertitude pèserait, selon lui, sur la livre britannique et sur les investissements étrangers au Royaume-Uni. Il a affirmé que certaines grandes banques internationales étudient actuellement la possibilité de transférer leurs activités de Londres vers l'Irlande et le continent européen. Compte tenu de son devoir de réserve, il a mentionné que cette prise de position n'est pas une « recommandation de vote ».

## **Pourquoi le Brésil ne tourne plus rond ?**

Le Brésil est confronté à une de ses plus graves crises de son histoire contemporaine. Le PIB a reculé de 3,8 % en 2015. Cette crise intervient en pleine période d'inter-jeux, entre le Mondial de Football et les Jeux Olympiques. Elle se double d'une crise politique.

### **La fête est terminée**

En 2010, la croissance du PIB brésilien était de 7,5 %. Certains imaginaient que le pays pouvait rapidement s'immiscer parmi les très grandes puissances mondiales et même dépasser les vieux pays européens. Durant près de dix ans, le Brésil a bénéficié à plein de l'augmentation des prix des matières premières agricoles et énergétiques (canne à sucre, le Brésil représente 60 % des exportations du sucre dans le monde ; le soja ; le bioéthanol – premier producteur mondial – ainsi que le pétrole avec les forages de haute mer...). Son vaste marché intérieur avec une classe moyenne en pleine croissance attirait les capitaux étrangers et constituait la nouvelle « place to be » pour les firmes multinationales.

Or, le Brésil est une des premières victimes de la réorientation économique de la Chine, de la moindre croissance des échanges commerciaux internationaux et de la remontée des taux aux Etats-Unis. La Chine, en optant pour un développement par la demande intérieure et en connaissant un trou d'air, a ralenti ses achats extérieurs de matières premières. La chute des cours a réduit les excédents commerciaux brésiliens contribuant ainsi à l'affaiblissement du réal, la monnaie brésilienne. Le départ des capitaux du Brésil, la dépréciation de la monnaie et les augmentations salariales décidées au nom de la paix sociale ont provoqué un surcroît d'inflation. Cette dernière a réduit la demande des ménages. Les pouvoirs publics ont dû relever les taux d'intérêt pour la juguler et pour freiner les départs de capitaux, hausse qui évidemment pénalise l'activité.

Le Brésil est handicapé, de plus, par une série de scandales financiers concernant notamment l'actuelle présidente, Dilma Rousseff. Elle est menacée de destitution dans l'affaire de corruption du géant pétrolier, Petrobras. Cette affaire touche également l'ancien Président, Luiz Inacio Lula da Silva. Un procureur de Sao Paulo a requis à son encontre des poursuites pénales. L'ancien président est poursuivi pour occultation de patrimoine et blanchiment d'argent. La compagnie Petrobras est accusée d'avoir versé des commissions clandestines aux responsables de plusieurs partis politiques. Les commissions porteraient sur plus de 2,5 milliards d'euros.

Pour tenter de restaurer la confiance, le ministre brésilien des finances a annoncé des mesures de réduction des dépenses publiques et une réforme des retraites. Le Gouvernement est confronté à un dilemme comment faire repartir la croissance tout en évitant un dérapage des finances publiques. En effet, la dette brésilienne représente déjà 75 % du PIB et pourrait atteindre 85 % en 2017. Pour contrecarrer la récession, le Gouvernement brésilien et les entreprises attendent avec impatience les Jeux Olympiques.

Les entreprises françaises implantées au Brésil sont impactées par la contraction de l'activité. Ainsi, Casino qui est une marque phare de la distribution avec Carrefour, a décidé de réduire son exposition. Le groupe Accor-Hôtels a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de 6 % sur un an et espère que le nombre de touristes augmentera au cours de l'été. Les ventes de cosmétiques sont en forte contraction pour l'Oréal. Le groupe PSA a réduit, au cours de ces derniers mois, sa production de 30 à 40 %. Le groupe Vallourec a été contraint de fermer une usine.

Sur un plan plus structurel, de nombreux goulots d'étranglement existent. L'insuffisance de la main d'œuvre qualifiée, de la production d'électricité, la faiblesse des infrastructures de transport, le manque des investissements publics pénalisent l'activité notamment industrielle.

### **Pourquoi la France n'en finit pas de déprimer économiquement ?**

La croissance française est désormais inférieure à celle de la zone euro, Ainsi, en 2015, elle n'a été que de 1,1 % pour une moyenne au sein de la zone euro de 1,4 %.

### **Un potentiel mal valorisé**

Compte tenu de son potentiel géographique, démographique et économique, la France devrait obtenir de meilleurs résultats. En effet, l'augmentation de la population, la qualité de ses infrastructures et le niveau correct de formation des actifs constituent d'indéniables d'atouts. Par ailleurs, de manière plus conjoncturelle, la chute du prix du pétrole et la dépréciation de l'euro sont des facteurs qui auraient dû avoir un impact positif plus important, l'économie française répondant en règle générale, assez bien aux baisses des prix de l'énergie et aux dépréciations de la monnaie.

Le changement de l'orientation de la politique économique et fiscale du Gouvernement aurait pu également conduire à une reprise plus forte de l'activité. Ainsi, le poids des prélèvements supportés par les entreprises (cotisations sociales, impôt sur les bénéfices, impôts sur la production, impôts divers) est passé, de 2014 à 2016, de plus de 18 % à 17,5 % du PIB. Ce taux était de 17 % avant la crise de 2008. Il en résulte une amélioration du taux de marge et des profits. Le taux de marge est ainsi passé pour l'industrie manufacturière de 29 à près de 35 % de la valeur ajoutée de 2009 à 2016. Les profits après taxes, intérêts et dividendes ont atteint plus de 10 % du PIB en 2016 contre 8 % en 2013. Les entreprises bénéficient, enfin, d'une baisse des taux du crédit qui en moyenne s'élève en ce début d'année 2016 à 2 % contre 6 % en 2008. Même si cela donne lieu à débat, l'accès aux crédits ne semble pas poser réellement de problème.

### **Quels sont alors les facteurs de blocage de la croissance en France ?**

Le coût élevé du travail (tout particulièrement celui des non qualifié) est mis en avant. Cela expliquerait le taux de chômage des jeunes sans qualification qui atteint plus de 40 %.

Le coût horaire est de 35 euros de l'heure en France contre 29,6 aux Etats-Unis, 23,1 au Royaume-Uni, 21,4 en Espagne et de 32,3 en Allemagne. La comparaison des coûts doit être relativisée. Il faut tenir compte de la productivité horaire et des coûts indirects. La productivité par tête est ainsi élevée en France même si elle a tendance à stagner depuis deux ans. Elle compense en partie le surcoût salarial avec comme conséquence une difficulté d'insertion pour les actifs les moins productifs. La stagnation actuelle de la productivité proviendrait pour certains du fait que les entreprises n'ont pas complètement ajusté leurs effectifs. Cela pourrait, à terme, amener à une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Pour des raisons sociales ou du fait de la rigidité de la réglementation, les entreprises auraient, en effet, choisi de se maintenir en sureffectif qui sont évalué entre 100 000 et 150 000.

### **Trop pas de gamme**

La France souffre du mauvais positionnement de son activité économique. Les entreprises demeurent positionnées sur des marchés où le critère prix est premier. La France est deux fois moins présente que l'Allemagne sur le haut de gamme. Les entreprises françaises sont concurrencées par leurs homologues espagnoles, d'Europe de l'Est voire des pays émergents. Ce mauvais positionnement se traduit également par un poids très important d'emplois à faible qualification, la France en compte deux fois plus que l'Allemagne.

### **Mode de fixation des salaires**

Les modalités de fixation des salaires et leur évolution constituent un frein à l'adaptation de l'économie française. Les services qui représentent plus de 78 % de la valeur ajoutée imposent leurs règles quand, en Allemagne, la fixation des salaires s'effectue branche par branche. En France, le SMIC et la fonction publique (avec la revalorisation du point et le glissement, vieillesse, technicité) donnent le « la ». Du fait des plus faibles gains de productivité dans les services, la progression des salaires devrait y être sensiblement plus faible que dans l'industrie. Les salaires sont assez insensibles à la conjoncture en France à la différence de ce qui est constaté chez plusieurs de nos partenaires.

### **Retard dans les TIC**

La France est pénalisée par le retard pris dans les techniques de l'information et de la communication (TIC). En France, ce secteur représente 4,33 % du PIB contre 5,5 % du PIB dans les autres pays de l'OCDE. 3,5 % des emplois en France dépendent des TIC quand ce poids est de 5 % aux Etats-Unis et aux Pays-Bas, de 6 % en Suède et de 7% en Finlande, la moyenne européenne étant à 3,7 %. De même, l'investissement dans les TIC (hors logiciels) reste inférieur à 1 % du PIB quand la moyenne est proche de 2 % au sein des pays d'Europe du Nord.

## LE COIN DES TENDANCES

### La face cachée de Wikipédia

Chaque mois, 500 millions personnes (différentes) consultent Wikipédia qui est devenu l'encyclopédie de référence. Pourtant la gouvernance de ce site incontournable est peu connue. Derrière Wikipédia, il y a une véritable société avec ses codes et ses pratiques plus ou moins transparentes.

Fondée en 2001, l'encyclopédie libre Wikipédia dispose de plus de 21 millions d'utilisateurs inscrits. Les membres les plus dynamiques, une petite minorité des inscrits, constituent les wikipédiens qui gèrent la communauté. Wikipédia doit, aujourd'hui, faire face à une crise de gouvernance mais aussi à une mutation de son modèle de développement.

Le budget de Wikipédia tourne autour de 60 millions de dollars dont 40 % sont affectés à la logistique informatique.

### La crise de gouvernance

Wikipédia est géré par Wikimedia Foundation qui développe d'autres activités fondées sur le partage de contenus. Régie par les lois de Floride, cette fondation américaine est dirigée par un conseil d'administration, le « trustee board ». Il comprend 10 membres dont le fondateur, Jimmy Wales. Trois membres sont des représentants élus de la communauté Wikipédia, quatre membres sont choisis en raison de leurs compétences et deux membres proviennent des communautés nationales ou des organisations issues de Wikimedia. Au niveau national, des structures de promotion de Wikipédia peuvent exister. En France, Wikipédia est ainsi soutenu par Wikimédia France qui est une association.

Lila Tretikov est la directrice exécutive de la fondation Wikimedia depuis juin 2014 mais a annoncé, au mois de février dernier, sa démission qui prendra effet au 31 mars. Ce départ est la suite logique d'une crise sans précédent dans l'histoire de la fondation américaine créée en 2003. Cette crise a d'abord pris forme avec le renvoi d'un représentant élu des wikipédiens, James Heilman (médecin canadien), qui avait contesté le bienfondé d'un projet de moteur de recherche interne. Ce projet d'un montant de 2,5 millions de dollars de budget est montré du doigt, depuis des mois, par la communauté wikipédienne. Après le renvoi de son représentant, cette dernière s'en est prise à Arnon Geshuri, membre du conseil d'administration. Vice-président des ressources humaines chez Tesla Motors, Arnon Geshuri, un ancien de chez Google, a été acculé à la démission le 27 janvier après le lancement d'un vote de défiance par les wikipédiens. Il lui a été reproché d'avoir été « directement impliqué dans des pratiques illégales avec des sociétés de la Silicon Valley ».

Au-delà des questions de personnes, le débat tourne autour du rôle de Google au sein de Wikipédia. Google est très présent dans les instances de la fondation. Il est accusé d'orienter à son profit le site encyclopédique. Après le départ d'Arnon Geshuri, quatre membres sur dix du board ont encore un lien ou ont eu un lien avec Google. Il s'agit de Jimmy Wales qui a été membre de l'Advisory Council de Google,

de Denny Vrandecici qui est un employé de Google, de Guy Kawasaki qui est un ex-conseiller auprès du PDG de la branche Motorola de Google et de Kelly Battles qui vient de Bracket Computing, partenaire de Google Cloud Platform. Le conflit s'est envenimé en raison du lancement du projet de moteur de recherche interne. Certains souhaitent ainsi limiter le poids de Google qui, selon eux, utiliserait le contenu de Wikipédia en tendant à court-circuiter les visites sur ce dernier. Ils estiment que pour maintenir le lectorat et éviter une déperdition au profit de sites ayant des contenus médias plus développés, un nouveau moteur de recherche est indispensable. D'autres y jugent que le projet est pharaonique et qu'il pourrait au contraire aboutir à une dépendance complète de Wikipédia à Google.

### **La crise du modèle**

Le système participatif a ses limites. En 2007, Wikipédia comptait plus de 90 000 contributeurs actifs dans le monde. En 2015, ils n'étaient plus que 70 000. Le système kafkaïen refroidit de plus en plus les contributeurs. En outre, les aventuriers de l'encyclopédie se lassent car après treize ans de développement, l'époque est à la gestion de l'existant. Il y a moins de sujets à défricher et de plus en plus de corrections à réaliser. En plus de cette perte de ressources, Wikipédia doit faire face au changement d'habitudes des Internauts qui recourent de plus en plus aux Smartphone ou aux tablettes et de moins en moins aux ordinateurs. Or Wikipédia a été développé pour les ordinateurs. De même, la vidéo s'impose de plus en plus. Les articles en format texte ne sont plus à la page. Wikipédia essaie de recruter des jeunes et de diversifier l'origine des contributeurs qui étaient plutôt occidentaux, blancs, diplômés et urbains. Elle essaie de travailler à des présentations plus en phase avec le mode Smartphone.

### **Visite au sein de la communauté wikipédienne**

Dans les faits, Wikipédia se décompose en deux parties, la première appelée « le main » correspond aux pages que tout à chacun consulte, la seconde dénommée « l'espace méta » est le lieu où se prennent les décisions de création ou de suppression des articles, où s'arbitrent les conflits. Tout le monde peut accéder à cette partie souterraine mais du fait du recours à des règles et à des conventions bien particulières, elle est réservée aux initiés. Il faut intégrer des termes comme PDD, SI, Commons, diffs, R3R... Pour posséder les bases du langage Wikipédia, du temps et de la patience sont indispensables. Les wikipédiens, les plus actifs, sont souvent des étudiants ou des professeurs. Ce sont de véritables gamers qui consacrent plusieurs heures par jours à l'encyclopédie. Il y a une vraie vie sociale à l'intérieur de la communauté. Ainsi, les discussions sur l'espace « méta » sont nombreuses au point qu'il comprend plus de 5 millions de pages soit quatre fois plus que le nombre de pages présentes sur le « main ». Sur le « meta », les combats sont fréquents. Depuis plusieurs années les « inclusionnistes » et les « suppressionnistes » se mènent une guerre sur le Bistro. Les « inclusionnistes » veulent créer le plus de pages possibles quand les « suppressionnistes » défendent une approche encyclopédique plus restrictive, refusant notamment de traiter l'actualité et les personnes vivantes.

Dans l'espace « meta » un lieu appelé « l'Oracle » dans la version française ou « Reference Desk » dans la version anglaise permet aux rédacteurs de trouver des réponses à leurs interrogations. Les « Pythies » répondent à leurs questions. C'est un espace clef pour tout ce qui concerne les références à fournir, les traductions ou l'identification des photos...

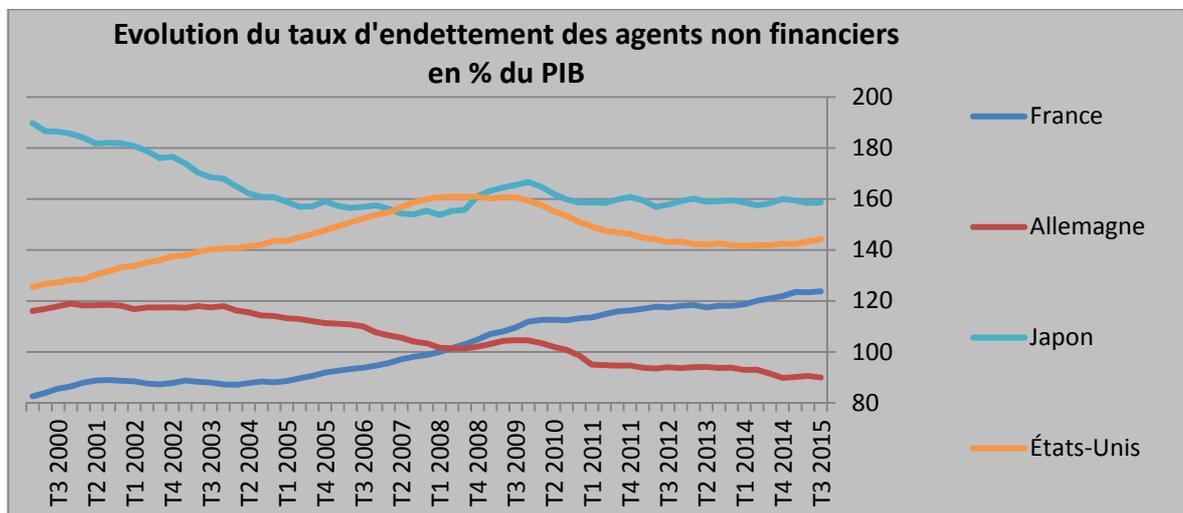
**Qui juge de l'acceptabilité d'un article ?** Un article jugé non conforme à l'esprit de Wikipédia peut subir une SI (suppression immédiate) de la part des « admins » qui sont des administrateurs, des wikipédiens élus et bénéficiant de droits élargis. Si au départ les suppressions immédiates visaient à lutter contre le vandalisme, les « admins » ont de plus en plus tendance à effectuer une sélection à la limite de la subjectivité. La suppression immédiate peut néanmoins faire l'objet d'un recours sous la forme d'une demande de restauration de page qui est une décision collégiale à laquelle doit participer au moins deux « admins ». Si cette demande est acceptée, la page est restaurée mais elle est automatiquement classée parmi les « PaStec », les pages susceptibles d'être supprimées par la communauté. Elle est alors porteuse d'un bandeau de demande de suppression qui soumise au débat communautaire. Après une consultation publique, une décision définitive sera prise...

Le Wikipédia français compte environ 170 administrateurs qui jouent également un rôle important dans la mise en forme des pages, dans leur renommage... Le contenu est surveillé par les « patrouilleurs » qui sont des contributeurs importants. Ils vérifient si les auteurs respectent l'esprit de Wikipédia. En cas de problèmes, ils soumettent leurs observations aux administrateurs.

## LE COIN DU GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

### Il n'y a pas que les Etats qui sont endettés

Le niveau d'endettement es agents privés a fortement augmenté dans les années 2000. Depuis la crise financière, un mouvement de désendettement a été constaté tant chez les entreprises que chez les ménages. La France dont le taux d'endettement privé était plus faible fait figure d'exception. Ce sont avant tout les entreprises qui portent cette augmentation.



## AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

### Dimanche 13 mars

Au **Japon**, il faudra suivre **les commandes de biens d'équipement** du mois de janvier.

En **Allemagne**, il faudra regarder les résultats des **élections régionales dans les Länder du Bade-Wurtemberg, de Rhénanie-Palatinat et de Saxe-Anhalt.**

### Lundi 14 mars

En **Chine**, sera publié **l'indice des indicateurs avancés** du mois de décembre.

Pour la **zone euro**, sera communiquée **la production industrielle** du mois de janvier.

Au **Royaume-Uni**, sera communiqué **l'indice des indicateurs avancés** du mois de février.

### Mardi 15 mars

Au **Japon**, **une déclaration de politique monétaire** est prévue par la Banque centrale avec des annonces sur les taux.

En **Italie**, sera communiqué **l'indice des prix à la consommation** du mois de février.

En **France**, **l'indice des prix définitif** de février sera publié.

Pour la **zone euro**, sera publiée **la situation de l'emploi du 4ème trimestre 2015.**

Pour **les Etats-Unis**, **l'indice manufacturier** du mois de mars de la Fed de New-York sera publié. Seront également communiqués **les ventes de détail** du mois de février et **l'indice Redbook** du mois de mars.

### Mercredi 16 mars

Au **Japon**, seront publiés **l'indice de l'industrie tertiaire, la production industrielle et le taux d'utilisation des capacités de production** du mois de janvier.

Pour la **zone euro**, une **réunion de la BCE** est programmée mais la politique monétaire n'est pas à l'ordre du jour.

Pour **l'Union européenne**, seront rendues publiques **les immatriculations automobiles** de février.

En **Italie**, **les résultats de la balance commerciale** du mois de janvier seront rendus publics.

Pour le **Royaume-Uni**, le **taux de chômage** du mois de janvier au sens du BIT sera publié.

Aux **Etats-Unis**, **les permis de construire et l'indice des prix à la consommation** du mois de février seront communiqués. Seront également publiés **la production industrielle et le taux d'utilisation des capacités de production** du mois de février. Il faudra également suivre **les variations des stocks de pétrole brut**.

Aux **Etats-Unis**, **la FED se réunit** avec les taux d'intérêt à l'ordre du jour. La Fed révélera également ses prévisions économiques.

Au **Japon**, seront communiqués **les résultats de la balance commerciale** du mois de février.

#### **Jeudi 17 mars**

En **Chine**, sera communiqué **l'investissement direct étranger** du mois de février.

En **Italie**, seront rendues publiques **les ventes de détail** du mois de janvier.

En **France**, seront publiées **les créations d'entreprises** de février.

En **zone euro**, seront communiqués **les résultats de la balance commerciale** du mois de janvier et **l'indice des prix à la consommation** du mois de février.

Au **Royaume-Uni**, une **réunion de la Banque centrale** est prévue avec des décisions sur les taux.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **les résultats de la balance courante du 4ème trimestre 2015 et les indicateurs avancés** du mois de février.

#### **Vendredi 18 mars**

En **Chine**, seront publiés **les prix de l'immobilier**.

En **Allemagne**, il faudra regarder **l'indice des prix à la production** du mois de février.

En **France**, **les résultats définitifs sur la main d'œuvre et l'emploi de 2015** seront publiés.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **l'enquête de la FED de Philadelphie pour le secteur manufacturier** du mois de mars.

**La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata**

**Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson**  
**Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.**

**Sites Internet : [www.lorelo.fr](http://www.lorelo.fr)**

### **Pour ton contact et correspondance**

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

**Abonnement : à adresser à [phcrevel@lorelo.fr](mailto:phcrevel@lorelo.fr)**

**Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre**

**Un lecteur : 750 euros TTC**

**De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC**

**Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement**

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

### **Adresse de facturation**

Nom -----  
Prénom -----  
Fonction: -----  
Organisme: -----  
Adresse: -----  
-----  
Code Postal -----Ville -----  
Pays  
Tél.: -----  
E-mail:-----

### **Mode de paiement**

**Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA**

**Virement bancaire**

**SARL LORELLO ECODATA**

**IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC**